



COMMUNIQUE DE PRESSE

LE CLUB DE PARIS ET LA REPUBLIQUE ARGENTINE S'ACCORDENT SUR UNE REPRISE DES PAIEMENTS ET UN APUREMENT DE TOUS LES ARRIERES

Les représentants des créanciers du Club de Paris et du Gouvernement de la République Argentine se sont réunis les 28 et 29 mai 2014 et sont parvenus à un accord d'apurement de la dette en arriérés due aux créanciers du Club de Paris, sur une période de cinq ans.

Le dispositif offre un cadre de résolution définitive et durable à la question des arriérés dus par la République Argentine aux créanciers du Club de Paris, soit un stock total d'arriérés de 9,7 milliards de dollars au 30 avril 2014. Il consiste en un mécanisme flexible d'apurement des arriérés dans un délai de cinq ans, incluant un paiement minimum de 1150 millions de dollars d'ici mai 2015, le paiement suivant étant dû en mai 2016.

Durant la réunion, la délégation de la République Argentine a décrit la situation économique et financière de son pays et a présenté les mesures mises en œuvre par le Gouvernement destinées à promouvoir une croissance inclusive et à renforcer sa résilience aux chocs extérieurs.

Les créanciers du Club de Paris se félicitent des progrès réalisés par la République Argentine vers une normalisation de ses relations avec ses créanciers, la communauté et les institutions financières internationales, suite à la crise de 2001.

La réalisation d'un paiement initial, dans le cadre d'un engagement formel de l'Argentine à apurer intégralement ses arriérés, est une étape nécessaire et importante pour la normalisation des relations financières entre les créanciers du Club de Paris et l'Argentine. Les agences de crédit export des membres du Club de Paris qui le souhaitent reprendront leurs activités de crédit à l'exportation.

Notes de contexte

1. Le Club de Paris s'est réuni pour la première fois en 1956. Il s'agit d'un groupe informel de gouvernements créanciers des pays industrialisés.

2. Les membres du Club de Paris qui ont participé à la Déclaration Conjointe étaient les représentants des gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. Israël a également participé à cette Déclaration Conjointe.

Les observateurs à cette réunion étaient des représentants des gouvernements de l'Australie, de la Norvège, de la Fédération de Russie, ainsi que de la Banque mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, de la Commission Européenne et du Secrétariat de la CNUCED, qui n'ont pas participé aux négociations.

3. La délégation de la République Argentine était conduite par Dr. Axel Kicillof, Ministre de l'Economie et des Finances Publiques. La réunion était présidée par Monsieur Ramon Fernandez, Président du Club de Paris.